



Assemblée générale

CPSD/518

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Quatrième Commission

16^e séance – après-midi

QUATRIÈME COMMISSION: LA PRÉCARITÉ FINANCIÈRE STRUCTURELLE DE L'UNRWA MET EN PÉRIL LA SURVIE ET L'ACCÈS DES RÉFUGIÉS PALESTINIENS À DES SERVICES ESSENTIELS

Les délégations s'inquiètent pour le sort des réfugiés de Palestine, pris dans le feu croisé du conflit en Syrie

Cet après-midi, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), M. Filippo Grandi, a donné à la Quatrième Commission un aperçu des conditions de travail de l'Office, de ses priorités par secteur d'activités, de sa précaire situation financière, et des difficultés qui en résultent. M. Grandi a fait à la Commission un compte-rendu de la situation politique, économique et sécuritaire prévalant dans chacune des cinq zones d'opérations de l'Office.

Après un échange de vues avec le Commissaire général de l'UNRWA, la Commission, qui a été saisie du rapport de l'UNRWA et de celui du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office, a entamé son débat général sur la situation de l'UNRWA et des réfugiés palestiniens dans le Proche-Orient.

Le Commissaire général de l'UNRWA a regretté que malgré le nouveau dynamisme insufflé par le Printemps arabe dans la région et l'intérêt accru dont elle fait l'objet, les Palestiniens, et en particulier les réfugiés, ont été oubliés par la communauté internationale. Ainsi, a-t-il noté, le processus de paix israélo-arabe n'a pas progressé depuis des années, et la question de la création de l'État palestinien n'a toujours pas été réglée. De plus, le leadership palestinien ne parvient pas à aller dans le sens de la réconciliation et de l'unité, et l'Autorité palestinienne fait face à des problèmes financiers importants qui sont aggravés par l'étranglement économique lié à l'occupation, et au blocus de Gaza initié par la puissance occupante. M. Grandi a également fait part des préoccupations qu'il éprouve face à l'extension et l'intensification du conflit syrien et son impact sur les 500 000 réfugiés de Palestine qui vivent en Syrie. Dans ce contexte, il a appelé les pays voisins à respecter le droit des réfugiés à chercher asile chez eux et à observer le principe de non-refoulement. Le représentant de la Suisse a réitéré cet appel, avant d'annoncer que son pays, qui fait partie de plus grands donateurs au budget de l'Office, avait mobilisé des ressources additionnelles pour permettre à l'UNRWA de répondre aux besoins les plus urgents des réfugiés de Palestine affectés par la situation en Syrie.

Le Commissaire a débattu de la situation financière extrêmement préoccupante de l'Office, caractérisée par un déficit structurel qui devrait atteindre 70 millions de dollars. L'UNRWA, qui dépend presque entièrement des contributions volontaires pour remplir sa mission et répondre aux besoins de base des réfugiés palestiniens, actuellement au nombre de 4,8 millions de personnes, doit pouvoir compter sur plus de régularité et de prévisibilité dans ses recettes, a souligné M. Grandi, avant de demander aux donateurs de consentir un effort supplémentaire pour que le fonds général de l'Office soit intégralement financé. Il a réaffirmé que l'UNRWA ne ménagerait aucun effort pour continuer d'appliquer sa stratégie de mobilisation des ressources, en particulier en élargissant sa base de donateurs. À cet effet, a indiqué M. Grandi, « j'ai récemment visité le Brésil et la Turquie et entretenu des contacts avec d'autres pays, notamment les donateurs émergents ».

En conclusion, il a tiré la sonnette d'alarme en déclarant que « nous sommes tous conscients où peuvent mener la frustration, la marginalisation et le désespoir dans une région aussi volatile ». Il a ajouté que l'UNRWA n'était ni la cause ni la solution au problème des réfugiés de Palestine, mais simplement la réponse tangible de la communauté internationale à un problème humain. Se ralliant à ce propos, le représentant de l'Autorité palestinienne a demandé davantage d'informations concernant

« le mythe, répandu par certaines parties, selon lequel l'UNRWA perpétue le problème des réfugiés palestiniens », alors que « la réalité est toute contraire ». Pour l'Autorité palestinienne, l'UNRWA contribue à la stabilité régionale et la situation des réfugiés palestiniens serait pire si l'Office venait à disparaître, a-t-il souligné.

Le Rapporteur du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, M. Andreas Lovold, a quant à lui souligné l'urgence de renflouer le fonds général de l'Office de 146 millions de dollars pour lui permettre d'avoir un coussin de sécurité. La crise financière structurelle que connaît l'Office a, selon le Groupe de travail, des conséquences graves sur la qualité des services de l'Office et sur l'accès des réfugiés à ces services.

La Quatrième Commission poursuivra son débat général demain, mercredi 7 novembre, à 15 heures.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (A/67/13)

Ce rapport décrit les conditions de travail de l'Office, les principaux problèmes juridiques auxquels l'Office a fait face pendant la période considérée, les principaux progrès accomplis dans le cadre de la réforme de l'Office, ses priorités par secteur d'activités et sa situation financière. Le Commissaire général de l'UNRWA y présente aussi les objectifs de développement humain de son programme, tels qu'arrêtés dans sa stratégie à moyen terme pour 2012-2013. Il brosse également un tableau des principaux événements survenus en 2012.

Le Commissaire général y fait part de son extrême préoccupation face à la situation en République arabe syrienne, qui a coûté la vie à de nombreux civils dont le nombre ne cesse de croître. Le conflit, qui touche directement de plus en plus de réfugiés de Palestine, a de graves conséquences pour leurs conditions de vie et leur sécurité, notamment à Deraa et à Yarmouk, où la violence, à la mi-2012, a provoqué déplacements et pertes en vies humaines. L'extension et l'intensification du conflit ont rendu les 500 000 réfugiés de Palestine en Syrie plus vulnérables, ont déstabilisé leurs communautés, les ont exposés à une plus grande violence et ont rendu leur avenir incertain. L'Office est également très préoccupé par le sort de son personnel, et a appelé toutes les parties à assurer la protection de ces réfugiés et à lui garantir de pouvoir accéder sans entrave à leurs communautés.

Par ailleurs, le rapport fait état de difficultés de l'Office, surtout dans le territoire palestinien occupé qui est caractérisé par la persistance de l'impasse politique. Toutefois, suite à la levée partielle du blocus de la bande de Gaza par les autorités israéliennes, 86 projets visant à reconstruire une partie des infrastructures de Gaza ont été approuvés pour un montant de 337 millions de dollars. Cependant, l'Office craint que le retard pris dans l'approbation des nombreux autres projets prévus et les difficultés que présente l'importation de matériaux de construction et d'autres matériaux nécessaires à la reconstruction ne compromettent les progrès. Pour ce qui est du redressement économique et social de la bande de Gaza, le Commissaire général de l'UNRWA estime qu'il faut absolument mettre en place un cadre qui permette aux échanges commerciaux de se dérouler normalement, et à 1,7 million d'habitants de la bande de Gaza de circuler. Pour lui, seule la levée du blocus qui asphyxie indistinctement son économie et sa population pourra assurer son redressement et sa croissance.

L'Office a le plus grand mal à s'acquitter de sa mission en Cisjordanie en termes de promotion du développement humain. Il impute ces difficultés aux restrictions à la liberté de circulation, aux colonies et à l'impact de la barrière sur les communautés.

Le rapport présente aussi une évolution des opérations de terrain dans les cinq secteurs où opère l'Office et qui sont la Jordanie, le Liban, la Syrie, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Il présente également un bilan du sous-programme présenté dans le cadre des quatre objectifs de développement humain à savoir: Vivre longtemps et en bonne santé; Acquérir des connaissances et des compétences; Avoir un niveau de vie décent; et Jouir de l'exercice de ses droits de l'homme dans toute la mesure du possible.

Le rapport revient aussi sur la situation financière de l'Office. Il présente une répartition des financements et une ventilation des dépenses et souligne que la situation continue d'être précaire. Le Commissaire général reste préoccupé par ce manque de financement de l'Office qui se répercute sur les services fournis. Pour y faire face, l'Office a mis en place une stratégie de mobilisation de ressources qui vise à accroître le nombre de donateurs et à inviter toutes les parties prenantes à lui accorder le soutien nécessaire pour s'acquitter de son mandat, à savoir promouvoir le développement humain des réfugiés. Il poursuit également sa réforme ambitieuse.

Le rapport souligne en outre que les problèmes de l'Office sont d'autant plus importants que la région connaît de profonds bouleversements et que l'avenir des réfugiés de Palestine reste incertain.

Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ([A/67/382](#))

Dans le présent rapport, le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA présente les activités qu'il a menées en 2012 et fournit un descriptif détaillé de la situation financière actuelle de l'Office et fait des observations finales à l'intention de tous les États Membres.

Le rapport indique que le montant du Fonds général de l'Office (espèces et contributions en nature) pour l'exercice biennal 2012-2013 s'élève à 1 330,2 millions de dollars, dont un montant en espèces destiné aux programmes de 653,1 millions de dollars pour 2012 et de 673,4 millions de dollars pour 2013. Le budget-programme pour 2012 et 2013 prévoit des contributions en nature qui s'élèvent respectivement à 1,8 million et 9 millions de dollars. En août 2012, l'Office prévoyait pour la fin de l'année un déficit de trésorerie qui atteindrait 50,6 millions de dollars, ce qui représente environ un mois de dépenses de fonctionnement. Comme en 2011, l'Office a été prévenu que nombre de ses donateurs habituels ne pourraient pas lui venir en aide en raison des contraintes budgétaires qu'ils connaissent eux-mêmes. Cette situation est extrêmement préoccupante pour l'UNRWA qui dépend presque entièrement des contributions volontaires pour remplir sa mission et répondre aux besoins de base des réfugiés palestiniens de plus en plus marginalisés et nombreux, 4,8 millions aujourd'hui.

Il demeure essentiel de parvenir à augmenter le niveau et la prévisibilité des recettes pour que l'Office puisse continuer à fournir des services. Les déficits, toutefois, sont devenus structurels, tendance qui s'est poursuivie en 2012, si bien que cette année les problèmes financiers rencontrés sont exceptionnellement difficiles. L'Office a de nouveau demandé aux donateurs de consentir un effort supplémentaire pour que son Fonds général soit intégralement financé, car il est la principale entité à fournir les services de base aux réfugiés palestiniens. Qui plus est, le Fonds de roulement de l'Office est à présent pratiquement épuisé. Il faut par conséquent le réapprovisionner de toute urgence à un niveau correspondant à trois mois de liquidités, soit une injection d'environ 146 millions de dollars (compte tenu du déficit de 50,6 millions) pour que l'UNRWA dispose d'une marge de sécurité.

Le rapport indique aussi qu'au 31 août 2012 le montant total de la taxe sur la valeur ajoutée dû à l'Office au titre de services et de biens acquis pour la Cisjordanie et la bande de Gaza s'élevait à environ 67 millions de dollars. Il s'agit de la dette la plus importante que l'Autorité palestinienne ait jamais eue envers l'Office.

En conclusion, le Groupe de travail invite instamment l'Office à classer ses activités par ordre de priorité et à en établir le coût, de façon claire et transparente, d'étudier les coûts par rapport aux moyens, ainsi que les possibilités de gains d'efficacité, avant de mettre en œuvre tous projets ou décisions et d'établir des objectifs d'efficacité pour chacun de ses programmes de réforme sectoriels. Le Groupe encourage aussi l'UNRWA à continuer d'appliquer son plan de mobilisation des ressources en vue d'accroître sa viabilité financière.

Rapport du Secrétaire général sur les Personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures ([A/67/331](#))

Le présent rapport se réfère à la correspondance échangée entre le Secrétaire général et le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies concernant les mesures prises par le Gouvernement israélien pour mettre en œuvre les dispositions pertinentes de la résolution 66/73.

Dans sa réponse, la délégation israélienne rappelle qu'elle a voté contre les résolutions 66/72 et 66/75, comme elle l'avait fait dans le passé lorsque l'Assemblée générale en avait adopté de semblables, du fait de leur caractère politique et partisan. La délégation tient à renouveler son soutien aux activités humanitaires de l'UNRWA et à rappeler les principes qui ont guidé son vote. Malgré la persistance des problèmes de sécurité, Israël n'a pas ménagé sa peine pour créer des conditions favorables au développement économique palestinien. Il a notamment libéralisé le système qui régit l'entrée des biens à usage civil à Gaza, approuvé de nombreux projets de l'UNRWA et facilité l'aide humanitaire que l'Office fournit à la population palestinienne. Israël a approuvé, en 2011, 76 projets de l'UNRWA à Gaza et, au premier trimestre 2012, 16 autres projets, ce qui porte le nombre total de projets déjà approuvés à 92. Toutefois, l'UNRWA, qui n'en a mis en chantier que 46, en a achevé au moins une dizaine. Pour des raisons qui lui sont propres, l'UNRWA n'a engagé de travaux que concernant environ la moitié des projets de construction à Gaza qui avaient été approuvés, ce qui n'empêchera pas Israël d'en approuver d'autres. La délégation rappelle aussi, bien que les

attentats terroristes du Hamas se soient poursuivis en 2011, le Gouvernement d'Israël a continué à assouplir les politiques réglementant la circulation des personnes et des biens qui entrent et sortent de la bande de Gaza, ce dont témoigne le fait que Gaza montre des signes encourageants de reprise économique. Le produit intérieur brut (PIB) y a augmenté de 27% en 2011 et le chômage y a baissé de 7%.

Malgré cela, des organisations terroristes basées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, contrôlées par le Hamas, continuent de planifier, préparer et commettre des attentats terroristes contre des civils israéliens. Ainsi, tout en appuyant les activités humanitaires de l'UNRWA, Israël reste préoccupé par les motifs politiques des résolutions précitées et s'inquiète de ce qu'elles ne présentent qu'une vue partisane, qui ne tient pas compte des réalités observées sur le terrain. Israël est favorable à ce que l'on regroupe les résolutions sur l'Office et que l'on en supprime tout langage politique extrinsèque.

Rapport du Secrétaire général sur les « biens appartenant à des réfugiés de Palestine et produits de ces biens » (A/67/334)

Le rapport reprend les réponses apportées par le Danemark, le Burkina Faso et Israël sur toutes les mesures qu'ils avaient prises ou envisageaient de prendre concernant la mise en œuvre des résolutions 66/72 et 66/75 sur les biens appartenant à des réfugiés de Palestine et au produit de ces biens.

Dans sa réponse, le Danemark indique avoir versé, en 2011, au Fonds général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) une contribution aux ressources de base de 70 millions de couronnes danoises qui s'inscrit dans l'appui continu que le pays apporte à l'Office. En 2012, la contribution annuelle danoise est passée à 90 millions de couronnes et le Danemark a versé un montant supplémentaire de 10 millions de couronnes à l'Office en 2011 pour financer ses travaux à Gaza et au Liban. Ces montants témoignent de l'appui que le Danemark apporte à la mission de développement de l'Office et représentent un investissement concret dans l'avenir des réfugiés palestiniens.

Le Burkina Faso explique dans sa réponse que la question spécifique des réfugiés palestiniens a toujours été une préoccupation majeure pour le pays eu égard à son attachement profond aux idéaux de paix, de justice et d'équité.

Israël indique qu'il a voté contre la résolution 66/75, compte tenu de sa politisation et de son caractère partial et qu'il réitère son appui aux activités humanitaires de l'Office.

Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (A/67/343)

Ce rapport, qui contient une note du Secrétaire général, indique que conformément au paragraphe 2 de sa résolution 66/72 du 9 décembre 2011, l'Assemblée générale a prié la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine de lui rendre compte de ses efforts, mais au plus tard le 1^{er} septembre 2012.

La Commission rappelle le rapport du 20 août 2011 (A/66/296, annexe) qu'elle a présenté et déclare n'avoir rien de nouveau à signaler depuis sa parution.

Rapport du Secrétaire général sur le renforcement des capacités de gestion de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/67/365)

Ce rapport indique que, conformément à la résolution 3331 B (XXIX) de l'Assemblée générale, les dépenses à engager au titre des traitements du personnel international au service de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui auraient été financées par les contributions volontaires seront imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour la durée du mandat de l'Office.

Ce rapport contient plusieurs propositions visant à augmenter progressivement le financement par prélèvement sur le budget ordinaire des quatre exercices biennaux à venir et à commencer par une augmentation de 5 millions de dollars pour l'exercice 2012-2013, qui ont servi à créer 13 nouveaux postes et à en reclasser 5.

Ces ressources supplémentaires permettront à l'Office de poursuivre le processus de réforme de sa gestion et de fournir ainsi des services plus efficaces aux réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, de réduire ses coûts opérationnels et administratifs et d'utiliser de manière plus rationnelle les ressources des donateurs.

Débat général

M. FILIPPO GRANDI, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) a présenté son rapport à la Commission. Dans ses remarques générales, il a noté que si le printemps arabe avait amené un nouveau dynamisme et intérêt pour le Moyen-Orient, les Palestiniens, et en particulier les réfugiés, ont été oubliés par la communauté internationale. Ainsi le processus de paix au Moyen-Orient n'a pas progressé depuis des années et la question de la création de l'État palestinien n'a pas été réglée. De plus, le leadership palestinien n'a toujours pas réussi à aller dans le sens de la réconciliation et de l'unité et l'Autorité palestinienne fait face à des problèmes financiers importants qui sont aggravés par l'étranglement économique lié à l'occupation, et au blocus de Gaza. L'UNRWA est lui aussi structurellement sous-financé et, qui plus est, l'Office fait l'objet d'accusations simplistes insinuant qu'il serait la « cause » du problème prolongé des réfugiés de Palestine et que sa disparition réglerait cette question, a regretté M. Grandi. Face au manque de perspective d'une solution juste et durable, il ne faut pas s'étonner que la frustration des réfugiés de Palestine ne cesse d'augmenter, a-t-il estimé, avant d'assurer que, dans ce contexte difficile, l'Office continue d'être un point de référence pour 5 millions de réfugiés, en partie parce qu'il symbolise l'engagement continu de la communauté internationale en attendant une solution, mais aussi parce qu'il leur apporte des services de santé et d'éducation auxquels ils ne pourraient pas accéder autrement.

Pour M. Grandi, les deux plus grands défis auxquels l'UNRWA doit faire face sont la prévalence de conflits et la rareté des ressources. Dans ce contexte, M. Grandi a brossé un tableau des défis et de leurs incidences sur les activités de l'Office dans ses cinq domaines d'opération. Il a notamment dénoncé l'absence de réaction de la communauté internationale face aux violations continues du droit international, et notamment face à la poursuite des activités de peuplement israéliennes et face aux expropriations israéliennes dans le territoire palestinien occupé. Pour M. Grandi, « l'entreprise coloniale se poursuivra en toute impunité » tant qu'il n'y a pas la volonté politique internationale nécessaire pour y mettre un terme. Il a également fait état des conséquences de la crise syrienne sur les 518 000 réfugiés de Palestine qui vivent en Syrie et dont certains ont perdu la vie ou ont été blessés et déplacés. Il a demandé aux pays voisins d'accueillir les réfugiés palestiniens de Syrie, au même titre que les Syriens qui fuient le conflit.

Abordant les difficultés financières de l'Office, il a souligné que l'UNRWA dépendait essentiellement de contributions volontaires pour financer ses activités. Compte tenu de l'augmentation continue à hauteur de 3,5% par an de la population de réfugiés de Palestine, et compte tenu de la crise économique internationale, le manque de ressources financières affecte la viabilité de l'Office. Il a rappelé que l'Union européenne, les États-Unis, la Norvège, la Suisse, l'Australie et le Japon représentaient toujours 90% des donateurs de l'Office et les a remerciés pour leur générosité. Il n'en demeure pas moins que le Fonds général de l'Office, qui finance les activités éducatives et de santé, est dans une situation alarmante. Les contributions au Fonds ont stagné pendant les cinq dernières années alors que les besoins n'ont cessé d'augmenter. Par conséquent, si l'UNRWA doit poursuivre ses activités, il est impératif que sa base de donateurs soit élargie, a averti M. Grandi. À ce titre, il a indiqué avoir récemment visité le Brésil et la Turquie et a noté l'augmentation des contributions de l'Arabie Saoudite, de l'Iraq, de la Russie et de l'Afrique du Sud.

M. Grandi a également rassuré la communauté internationale que les réformes de l'Office vont bon train en vue de le rendre plus efficace par le biais d'une allocation rationnelle des ressources, sans oublier la prise de mesures d'austérité qui lui ont été imposées, et qui ont permis de réduire le budget de cette année de 25 millions de dollars. Il a annoncé que si l'Office n'arrivait pas à s'assurer 37 millions de dollars d'ici à la fin du mois, il ne sera pas en mesure de payer ses salaires en décembre, et que le déficit de trésorerie estimé pour 2013 se situe autour de 70 millions de dollars.

En conclusion, il a tiré la sonnette d'alarme en rappelant que « nous sommes tous conscients où peuvent mener la frustration, la marginalisation et le désespoir dans une région aussi volatile ». L'UNRWA n'est ni la cause ni la solution au problème des réfugiés de Palestine, mais simplement la réponse tangible du soutien de la communauté internationale, a souligné M. Grandi. Il a également indiqué que, si la question des réfugiés de Palestine est considérée comme une question politique, il ne faut pas perdre de vue que l'on parle d'êtres humains: ce sont des hommes et des femmes ordinaires qui ne veulent pas être oubliés. Si on applaudit le fait que le printemps arabe est mené par des jeunes qui se soulèvent au nom de la dignité, il ne faut pas oublier que les jeunes palestiniens ont les mêmes aspirations.

Échange de vues

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine, a mis l'accent sur le travail réalisé par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le

Proche-Orient (UNRWA) et l'a félicité pour ses efforts déployés afin de venir en aide aux réfugiés. L'histoire des réfugiés palestiniens dont nous débattons tous les ans ici est une tragédie. La situation dans la bande de Gaza demeure un sujet de préoccupation et « va au-delà de la honte », et si le blocus se poursuit, cela ne sera pas viable après 2020, a indiqué M. Mansour. Par ailleurs, il a estimé que le conflit en Syrie ajoutait un peu plus à la tragédie du peuple palestinien. « Mon peuple essaie de faire de son mieux pour ne pas être influencé par les événements, et un grand nombre d'entre eux ont été tués ou à nouveau déplacés suite à cette crise syrienne », a-t-il déploré. Il a ainsi estimé que le temps était venu de mettre fin à l'occupation israélienne et de permettre au peuple palestinien de prendre son destin en main, puis de commencer le processus d'élimination de l'Office. Il a déploré que ce processus d'élimination de l'UNRWA soit aujourd'hui plus compliqué qu'il y a quelques années. Il a remercié les bailleurs de fonds, a invité les pays à s'acquitter de leurs contributions à l'UNRWA et a demandé aux autres de soutenir les travaux de l'Office.

M. Mansour a expliqué que « face aux difficultés croissantes, certains pourraient penser que l'UNRWA ne répond pas correctement aux besoins ». De telles pensées, a-t-il estimé, accroissent la pression sur l'Office pour qu'il poursuive son travail de manière efficace et continue à relever les défis qui sont chaque jour de plus en plus importants. Le représentant a souhaité obtenir davantage d'informations concernant « le mythe selon lequel l'UNRWA perpétue le problème des réfugiés palestiniens », alors que « la réalité est toute contraire ». L'UNRWA, a-t-il dit, « contribue à la stabilité régionale ». La situation des réfugiés palestiniens serait pire si l'Office venait à disparaître, car il contribue à la survie du peuple palestinien, a-t-il ajouté.

Répondant à M. Mansour, M. FILIPPO GRANDI, Commissaire général de l'UNRWA, s'est réjoui d'entendre de la bouche de l'Observateur de la Palestine que l'Office qu'il dirige n'était pas responsable de la dégradation des conditions de vie des réfugiés palestiniens. Le fait que la situation de ces gens dure depuis plus de 64 ans est extrêmement préoccupant, a-t-il ajouté. Plus le temps passe, a-t-il poursuivi, et plus il est difficile de trouver des solutions. Il a estimé que seule la communauté internationale pourrait avoir une influence sur la question des réfugiés palestiniens, et que cette dernière était d'ordre politique. Mais l'UNRWA n'est pas engagé de quelque manière politique que ce soit dans ce conflit, a dit M. Grandi qui a rappelé que si l'Office venait à disparaître avant un accord politique, les conséquences humaines seraient dramatiques. Enfin, il a déploré l'hypothèse, souvent présentée par certains, selon laquelle l'UNRWA devrait voir son mandat dissout, et il a souhaité que la Quatrième Commission apporte son appui à l'Office, permettant ainsi de mettre fin à la question des réfugiés.

La représentante du Liban a saisi cette occasion pour féliciter M. Grandi et ses collaborateurs pour leur travail au Siège et sur le terrain. Face au défi financier structurel de l'UNRWA, elle s'est associée à l'appel de M. Grandi pour qu'on lui fournisse des fonds supplémentaires, car, a-t-elle estimé, la pertinence de l'Office est plus grande que jamais. Pour sa part, le Gouvernement libanais travaille étroitement avec l'UNRWA pour améliorer les conditions de vie des réfugiés palestiniens dont l'existence dépend de ses activités. Le Liban partage l'opinion selon laquelle l'Office ne doit et ne peut pas être démantelé avant qu'une solution politique durable ne soit trouvée au conflit israélo-palestinien. La représentante libanaise a également dit à M. Grandi que le Liban se proposait de participer à ses efforts de mobilisation de ressources supplémentaires pour l'Office.

Dans sa réponse, M. Grandi, Commissaire général de l'UNRWA, a réaffirmé les relations excellentes existant entre le Gouvernement libanais et l'Office, ainsi que le manque de ressources qui affecte les conditions de vie des Palestiniens dans les camps de réfugiés au Liban. Il s'est dit encouragé par la nomination d'un nouveau chef du Comité de dialogue entre Palestiniens et Libanais, car cet organe coordonne tous les aspects du travail avec les Palestiniens et l'UNRWA. Il a également remercié la délégation du Liban d'avoir offert d'aider à élargir la base des donateurs de l'Office, indiquant qu'il avait décidé de concentrer ses efforts sur certaines régions qu'il a récemment visitées et où l'UNRWA bénéficie d'un appui significatif de la population pour convaincre les gouvernements à se joindre à la liste des donateurs de l'Office.

Suite du débat général

Mme FEDA ABDELHADY NASSER, observatrice de la Palestine, a exprimé sa gratitude à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour les services rendus depuis plus de six décennies aux Palestiniens. Pour le peuple palestinien, la crise de 1948, qui a suivi la création de l'État d'Israël, continue à se poursuivre aujourd'hui, a-t-elle rappelé. Depuis cette date, les réfugiés palestiniens –dont le nombre s'élève maintenant à plus de 5 millions– sont toujours dans des camps et continuent à endurer la souffrance et l'oppression liées à l'occupation militaire. Mme Nasser a déploré que l'an prochain marque le soixante-cinquième anniversaire de la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 adoptée par l'Assemblée générale pour la partition historique de la Palestine. Elle a rappelé le droit des réfugiés palestiniens à leur retour et à une juste compensation pour les pertes subies et les souffrances.

Elle a indiqué que pour les dirigeants palestiniens, la priorité était de trouver une solution à la situation des quelque 5 millions de réfugiés de Palestine. Pendant plus de 60 ans, l'UNRWA a fourni de manière régulière une éducation, des soins médicaux et des services sociaux aux réfugiés. L'Office a déployé des efforts intenses pour venir en aide à cette population et ce, malgré les obstacles et les entraves auxquelles il a dû faire face sur le terrain et financièrement. Dans le territoire palestinien occupé, incluant Jérusalem-Est, les droits de l'homme des réfugiés continuent à être bafoués et leur développement socioéconomiques gravement affecté par les politiques et les mesures illégales adoptées par Israël. Mme Nasser a dénoncé le blocus continue de la bande de Gaza, le mur de séparation, les destructions illégales d'habitation de familles palestiniennes, ajoutant que ces politiques illégales d'Israël visaient à entraver le travail de l'UNRWA.

Les mesures israéliennes constituent une violation sérieuse de l'immunité de l'Office telle que définie dans la Charte de l'ONU, une violation de la Convention de 1946, une violation de l'accord entre l'UNRWA et Israël de 1967 ainsi que de la quatrième Convention de Genève, et elles devraient cesser immédiatement et complètement, a rappelé Mme Nasser. L'observatrice a également fait état de la situation des réfugiés dans la bande de Gaza, dans le camp de réfugiés de Nahr el-Bared au Liban, dans les camps en Syrie, et en Jordanie. L'Office mérite d'être fermement appuyé dans ses fonctions aussi bien politiques que financières, et la qualité de son travail doit être indéniablement reconnue, a poursuivi Mme Nasser. La Palestine continuera à soutenir l'UNRWA, notamment dans le cadre de sa stratégie à moyen-terme 2010-2015. Enfin, la représentante a exprimé la gratitude de la Palestine aux pays hôtes de réfugiés palestiniens, à savoir la Jordanie, le Liban et la Syrie.

M. ESHAG AL HABIB (République islamique d'Iran), qui s'est exprimé au nom du Mouvement des pays non alignés (MNA), a à son tour déploré que depuis plus de six décennies la vie des réfugiés palestiniens de Jordanie, du Liban, de la Syrie, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza dépende de l'UNRWA. Grâce à ses programmes d'éducation, de santé, et de services sociaux, l'Office vient en aide aux quelque 5 millions de réfugiés disséminés dans le Proche-Orient, a-t-il ajouté. Cela montre, selon M. Al Habib, l'importance de rassurer l'Office dans ses fonctions puisqu'il joue un rôle essentiel pour combattre la misère à laquelle les réfugiés de Palestine sont confrontés.

Le MNA, a-t-il poursuivi, est très préoccupé concernant les assassinats ou les agressions commises à l'encontre des personnels de l'Office, ainsi que la violation par Israël des locaux des Nations Unies. M. Habib a appelé Israël à respecter ses obligations, en vertu de la Charte des Nations Unies et à s'assurer de la protection du personnel et des locaux de l'ONU. Le représentant a par ailleurs dénoncé le blocus continu sur la bande de Gaza, qui a lieu depuis juin 2007. Ce blocus touche la population civile, empêche l'acheminement de l'aide humanitaire ou encore la reconstruction de milliers d'habitations détruites. Au nom du Mouvement des pays non alignés, il a également exprimé ses préoccupations concernant la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, suite à l'occupation militaire continue d'Israël. Le représentant a appelé Israël à mettre fin à ses pratiques illégales, notamment la construction du mur de séparation ou les colonies de peuplement. Enfin, il a encouragé les bailleurs de fonds à poursuivre leurs efforts pour permettre à l'Office de surmonter ses difficultés et de poursuivre ses efforts.

M. CARL HALLERGARD (Union européenne) a déclaré que 66% du budget régulier de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sont directement financés par l'Union européenne et ses pays membres. Rien qu'entre 2000 et 2012, près d'un milliard et demi de dollars a été versé à l'Office par l'Union européenne, a dit le représentant. À travers la Commission européenne, l'Union fait en outre tout son possible pour combler le déficit financier de l'Office, avec une contribution additionnelle au Fonds général cette année, a encore déclaré M. Hallergard. Dans ce contexte, l'Union européenne porte une très grande attention aux réformes en cours, a-t-il encore dit, soulignant attendre la mise en œuvre de ces réformes. Ainsi, l'Union européenne encourage l'Office à réduire ses coûts, notamment ceux du personnel, qui représentent 80% de ses dépenses. Dans la même veine, l'UNRWA doit rationaliser ses choix, notamment ceux concernant les activités qu'il finance, disposer d'une vision stratégique durable à long terme, et mieux planifier son budget, a plaidé M. Hallergard.

M. LISSOVOY (Fédération de Russie) a mis l'accent sur les importants efforts déployés par l'UNRWA depuis plus de 60 ans, puisque l'Office, à travers un certain nombre de projets, assure la stabilité des réfugiés. Il est important que l'UNRWA puisse poursuivre ses travaux sans entrave. Il a dénoncé les agressions et assassinats commis contre le personnel de l'Office. S'agissant de l'appui financier à l'Office, le représentant a indiqué que la Fédération de Russie avait contribué, trois fois, 10 millions de dollars aux besoins de l'Office. La Fédération de Russie apporte également une aide directe aux étudiants palestiniens et projette d'ouvrir une école secondaire supplémentaire à Bethléem. De plus, mon pays a fourni au Programme alimentaire mondial (PAM) plus de deux mille tonnes de farine au cours de l'année écoulée, a dit le représentant. Il est important de rappeler que les problèmes du peuple palestinien ne pourront être résolus que par la création d'un État de Palestine, indépendant et

viable, vivant à côté de l'État d'Israël. Pour ce faire, le représentant a plaidé en faveur de la reprise des pourparlers entre les deux parties. Les transformations de grande ampleur observées dans la région nécessitent une reprise immédiate des discussions, a conclu le représentant.

M. MANIEMAGEN GOVENDER (Afrique du Sud) a estimé que la prorogation du mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour trois ans supplémentaires est le signe de l'échec de la communauté internationale à reconnaître et à imposer le droit légitime du peuple palestinien à exercer son droit à l'autodétermination et à la coexistence pacifique. Elle témoigne aussi de l'échec de cette même communauté internationale à défendre les droits de l'homme inscrits dans les instruments internationaux pertinents. Dans ce contexte, la délégation sud-africaine se félicite de la contribution de l'UNRWA, dont les activités assouplissent la dureté des conditions de vie de millions de réfugiés palestiniens. L'Afrique du Sud rejette par ailleurs toutes les allégations selon lesquelles l'Office aurait politisé ses activités humanitaires auprès des Palestiniens durement éprouvés par les violations de l'occupant, a déclaré le représentant.

Félicitant l'Office pour les réponses apportées aux problèmes des réfugiés dans un contexte de destruction de leurs biens par les forces armées israéliennes, et de violences croissantes de la part des colons dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et dans les autres territoires arabes occupés, M. Mashbane a déclaré que l'UNRWA contribue au maintien de la paix et de la sécurité dans cette région sensible du monde. En conséquence, les Nations Unies doivent continuer d'accorder leur soutien à l'Office et continuer de défendre les droits des marginalisés, des opprimés et des plus vulnérables. Le mandat de l'UNRWA devant être temporaire, il revient à la communauté internationale de répondre activement à la situation actuelle, en mettant en œuvre le droit légitime et inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination, a-t-il conclu.

M. MOHAMMED ABDULAZIZ AL-ATTIYAH (Qatar) a débuté son propos en rappelant que depuis plus de six décennies l'UNRWA continuait à fournir son aide et son assistance aux quelque 5 millions de réfugiés de Palestine. Il a mis l'accent sur le nouveau plan 2011-2015 de l'UNRWA, lancé le 5 octobre 2011, et qui doit permettre un accès à l'éducation aux plus grand nombre afin de permettre aux Palestiniens de s'ouvrir au monde extérieur. Les efforts de l'UNRWA seront vains si les autorités israéliennes continuent à poursuivre le blocus économique à l'encontre de la population palestinienne, et plus précisément contre la bande de Gaza. Alors que le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter, le représentant a rappelé que le financement de l'Office n'était pas à la hauteur de ses besoins et il a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités financières. L'Office, a-t-il rappelé, ne peut fonctionner sans l'aide et l'appui des donateurs. Par ailleurs, il a rappelé les souffrances terribles du peuple palestinien, qui est privé de ses droits, et a souhaité un règlement juste et durable de la question palestinienne et de celle des réfugiés, qui passerait notamment par la création d'un État de Palestine viable et indépendant, avec Jérusalem-Est comme capitale, et le retour des réfugiés palestiniens.

M. MOHAMMAD ALRADAIDAH (Jordanie) a constaté que, malgré le vent de changement qui a soufflé sur le Moyen-Orient au cours de l'année passée, il reste une constante: le conflit israélo-arabe. Pour lui, une solution juste et durable à ce conflit reste au cœur de la stabilité et de la paix dans la région et passe par la solution à deux États, en tenant compte des aspirations nationales du peuple palestinien, y compris le droit au retour des réfugiés palestiniens. En tant que pays d'accueil de 40% des réfugiés palestiniens, la Jordanie appuie fermement ce droit ainsi que le droit à la compensation de ces réfugiés. Elle offre de nombreux services aux réfugiés de Palestine, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures, a précisé le représentant avant de soulever le déséquilibre entre les 20% des ressources de l'UNRWA qui sont allouées à la Jordanie et le fait que 40% des réfugiés y vivent. Il a également souligné qu'en plus des réfugiés de Palestine, son pays accueille actuellement plus de 215 000 Syriens, ce qui représente un fardeau supplémentaire pour les ressources jordaniennes et les infrastructures du pays. Il a toutefois assuré que cela n'empêchait pas son pays de « garder ses portes ouvertes pour ses frères dans le besoin ».

Le représentant a ensuite abordé la question du manque de ressources adéquates pour l'Office, affirmant que le rôle que l'UNRWA joue en Jordanie contribue à alléger les pressions qui pèsent sur le Gouvernement jordanien et à améliorer les conditions de vie des réfugiés qui y vivent. Ainsi, toute tentative de limiter les ressources ou le rôle de l'Office affecterait directement le rôle du Gouvernement jordanien, a-t-il averti. Dans ce contexte, la Jordanie appuie la résolution de l'Assemblée générale qui demande au Secrétaire général d'aider le renforcement institutionnel de l'Office en lui accordant des ressources financières sur le budget régulier des Nations Unies.

M. DAMIAN WHITE (Australie) a déclaré que son pays est devenu un des contributeurs majeurs de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), avec notamment un partenariat financier de 90 millions de dollars sur cinq ans, signé avec l'Office en mai dernier. À ce titre, l'Australie reconnaît que les problèmes financiers de

l'Office sont importants cette année. Il se félicite des réformes en cours au sein de l'Office et salue le soutien exprimé par les donateurs et partenaires de cet Office des Nations Unies. L'Australie se félicite aussi des réponses humanitaires déployées par l'UNRWA dans le contexte de la crise syrienne. Même si les capacités budgétaires restent minimales, l'Australie encourage l'UNRWA à poursuivre cet effort et, en particulier, à cibler les besoins les plus urgents, a conclu le représentant.

M. HASANSH J YA ABULHASAN (Koweït) a mis l'accent sur le travail inlassable déployé par Filippo Grandi à la tête de l'UNRWA. Les services fournis par l'Office, en termes d'éducation, de santé, de secours et autres services sociaux sont très louables, a-t-il dit. Depuis son établissement, l'Office n'a jamais ménagé ses efforts, et les récents plans et stratégies adoptés par l'UNRWA montrent son engagement, a estimé le représentant. Il a, par ailleurs, dénoncé les violations continues commises par Israël à l'encontre du peuple palestinien, notamment ce qu'il a qualifié de meurtres à l'encontre d'une population désarmée. Il a également rappelé l'opposition de la force d'occupation à laisser passer des marchandises dans la bande de Gaza, le refus d'accorder aux Palestiniens leurs libertés fondamentales, qui exacerbent les tensions. Toutes ces violations rendent la tâche de l'UNRWA difficile, a-t-il estimé. Par ailleurs, il a fait part des préoccupations de son pays concernant la grave crise financière que traverse l'UNRWA. Ces réductions budgétaires affaiblissent son bon fonctionnement et ses efforts visant à fournir des services et sauver des vies. Enfin, il a plaidé en faveur du droit des réfugiés palestiniens à revenir dans leur pays et à y vivre dans la paix et la sécurité. Rappelant à Israël les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, le représentant a appelé à la création sans tarder d'un État palestinien, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Mme YESSIKA COMESANA PERDOMO (Cuba) a estimé que l'UNRWA faisait un travail extraordinaire et qu'il est injustifiable que le peuple palestinien continue de souffrir de l'occupation israélienne. Elle a plaidé en faveur du respect des droits fondamentaux du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination ou à retourner sur son territoire. La représentante a dénoncé les conditions de vie tragiques dans les territoires occupés, ainsi que le mur de séparation et la politique généralisée de colonisation pratiquée par Israël. Le nombre de réfugiés palestiniens a dépassé les 5 millions, et leurs conditions de vie continuent à se détériorer, notamment dans la bande de Gaza. La représentante a également dénoncé la politique exercée par Israël en ce qui concerne le bouclage des territoires, la restriction de la liberté de mouvement des biens et des personnes et l'interdiction de l'acheminement de matériel de reconstruction. La puissance occupante doit cesser sa politique de colonisation et de bouclage, ainsi que les taxes imposées à l'UNRWA qui sont « inadmissibles », a-t-elle dit. Elle a regretté les difficultés financières structurelles que rencontre l'UNRWA et a appelé les bailleurs de fonds à s'acquitter de leur contribution. Seul un financement adéquat permettra à l'Office de s'acquitter de ses fonctions et ainsi de réduire les conditions de vie déplorables du peuple palestinien.

Mme ARLINE DIAZ MENDOZA(Venezuela) a estimé que le travail de l'UNRWA avait un impact positif de grande ampleur sur la vie des réfugiés palestiniens. Elle a rappelé à la communauté internationale sa responsabilité pour trouver une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien. Par ailleurs, a-t-elle indiqué, sa délégation condamne le blocus de Gaza imposé depuis quatre ans par Israël, et souligne que ce blocus a rendu la population de Gaza plus dépendante que jamais de l'aide internationale. Elle a également dénoncé les obstacles posés au travail de l'Office, notamment en termes d'importation de biens, et elle s'est élevée contre la violation de ses installations par la puissance occupante. Face aux violations continues du droit international humanitaire par les autorités israéliennes, le Venezuela exige que le blocus de Gaza soit levé ainsi que les restrictions à la libre circulation de biens et de personnes. Abordant les difficultés de l'UNRWA, elle a noté que le manque de fonds pouvait avoir un impact négatif sur les activités de l'Office.

M. STÉPHANE REY (Suisse) a remarqué avec satisfaction que les réformes de l'UNRWA commencent à porter leurs fruits et a estimé qu'il était essentiel de les poursuivre. Le contexte régional dans lequel opère l'Office demeure extrêmement difficile et volatile, et les réfugiés palestiniens sont particulièrement affectés par les retombées de la crise socioéconomique et par l'absence de perspectives due au manque de progrès tangibles dans la résolution du conflit israélo-palestinien, a-t-il souligné. Compte tenu de cela, l'Office joue un rôle fondamental pour répondre à leurs besoins immédiats et sur le long terme. Il assume également un rôle de stabilisateur, a-t-il encore souligné. La Suisse soutient résolument l'Office dans ses efforts de mise en œuvre des réformes dans le domaine de l'éducation et de l'aide d'urgence. Elle attache une importance particulière aux programmes de formation professionnelle dans toute la région, tirant les leçons des expériences positives dans la bande de Gaza et au Liban. La Suisse réitère par ailleurs son attachement à la mise en œuvre des programmes d'aide alimentaires classiques afin d'en faire des mesures plus efficaces de lutte contre la pauvreté.

Le représentant a souligné que le contexte qui prévaut dans la région affecte aussi les réfugiés de Palestine en termes de protection de leurs droits fondamentaux. La Suisse demeure préoccupée par les violations systématiques du droit international humanitaire en Cisjordanie, et notamment à

Jérusalem-Est, ainsi que dans la bande de Gaza. Elle déplore l'impact du conflit armé en Syrie sur la population civile, y compris les réfugiés de Palestine, et lance un appel aux parties au conflit à respecter les droits des réfugiés de Palestine, et aux pays voisins à respecter leur droit à chercher asile en observant également le principe de non-refoulement. Compte tenu de ce contexte, la Suisse estime que l'Office requiert plus que jamais des moyens adéquats pour répondre au mandat que les Nations Unies lui ont conféré, et considère que le sous-financement de son Fonds général demeure préoccupant. La Suisse s'est engagée à un financement biannuel pour accroître la prévisibilité des ressources de l'Office et a augmenté sa contribution de 10%. De plus, elle entend procéder à une contribution exceptionnelle additionnelle pour pallier à l'actuel déficit du Fonds général de l'Office. Enfin, elle a mobilisé des ressources additionnelles pour répondre aux besoins les plus urgents des réfugiés de Palestine affectés par la situation en Syrie, a dit M. Rey.

M. GEIR O. PEDERSEN (Norvège) a salué les réformes entreprises par l'UNRWA, notant que la transparence financière a été considérablement améliorée ces dernières années dans les actions de l'Office. Ce processus doit continuer en consultation étroite avec les donateurs, a déclaré le représentant. Pour la délégation norvégienne, les solutions aux défis financiers auxquels fait face l'Office ne peuvent pas seulement reposer sur la Commission consultative et les donateurs traditionnels, a poursuivi M. Pedersen. Il a salué l'arrivée de nouveaux donateurs au budget régulier de l'Office. Parmi eux l'Iraq, le Koweït ou encore la Fédération de Russie, le Brésil et la Turquie. Il faut faire plus pour partager la charge financière de l'UNRWA entre donateurs et trouver de nouvelles sources de financement, a encore déclaré M. Pedersen. Dans cette perspective, l'Office doit intensifier ses efforts pour mobiliser les organisations régionales, les donateurs émergents ou encore le secteur privé. Par ailleurs, un réexamen de la coopération entre l'Office, ses partenaires et autres parties prenantes est nécessaire. Une des étapes serait d'étudier les synergies entre l'Office et divers agences et programmes des Nations Unies, y compris l'amélioration de la coopération et de la coordination avec l'Autorité palestinienne et les pays hôtes, a suggéré le représentant norvégien.

Mgr FRANCIS ASSISICHULLIKATT (Observateur permanent du Saint-Siège) a noté qu'alors que la communauté internationale réduit son aide financière à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), la population de réfugiés continue de croître. Le Saint-Siège, qui est présent sur le terrain par le biais de ses organisations caritatives, est confronté à ces réalités, a poursuivi l'Observateur permanent, énumérant les besoins d'aide en matière de logement, de soins, d'éducation ou même d'emploi pour les populations. Citant le Pape Benoît XVI, l'Observateur du Saint-Siège a souligné que la priorité doit être d'arrêter les violences afin d'ouvrir de vraies possibilités pour l'avenir. « Bien sûr, on peut répandre un message de paix, mais il faut mettre un terme à l'importation d'armes au Moyen-Orient, sans quoi la guerre et les conflits s'y poursuivront », a-t-il déclaré. Dans ce contexte, le Quatuor sur le Moyen-Orient doit renouveler ses efforts pour restaurer la paix dans la région, ceci afin que dans le même temps les activités de l'UNRWA puissent prendre fin, a-t-il plaidé en conclusion.

* *** *